



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 17 décembre 2020**

Délibération n° : 27-2020

Objet : Intégration de la commune de Biganos au sein du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.

Par délibération 14-2020 du 22 juillet 2020, les statuts du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon étaient amendés afin de préciser l'ensemble des périmètres de compétence de la collectivité.

Par délibération du 16 décembre 2020, après un travail d'étude mené conjointement depuis l'été 2020, la commune de Biganos manifestait son souhait d'intégrer le SMPBA avec ses deux ports, le port de Biganos et le port des Tuiles, et proposait comme délégué syndical son Maire, Monsieur Bruno LAFON et comme suppléant, Monsieur Alain BALLEREAU.

Comme le permet l'article 11 des statuts du SMPBA, cette délibération a pour objet de valider le principe d'intégration de cette commune au 1^{er} janvier 2021 et de prendre en compte les désignations de ses représentants.


Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 17 décembre 2020 décide :

- De permettre l'intégration de la commune de Biganos au sein de la gouvernance du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon à compter du 1^{er} janvier 2021 ;
- De prendre en compte la gestion du port de Biganos et du port des Tuiles à Biganos au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon ;
- De désigner, pour la commune de Biganos, Monsieur Bruno LAFON (Maire de Biganos) comme délégué titulaire au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et Monsieur Alain BALLEREAU comme délégué suppléant.
- De mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à cette intégration.

Fait et délibéré à Audenge, le 17 décembre 2020.

Le Président Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon


Jean TOUZEAU

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.